

Présentation de la synthèse des rapports nationaux d'évaluation de la mise en œuvre des plateformes d'action de Dakar et de Beijing

En Juin 1995, lors de leur Trente-unième session ordinaire les Chefs d'Etats de l'OUA, par une Déclaration commune se sont engagés à réaliser un avenir fondé sur l'égalité, le développement et la paix, et ont entériné la Plateforme d'Action africaine de Dakar.

A la suite de l'adoption du Programme d'action de Beijing, les Chefs d'Etats africains se sont engagés à traduire dans les faits, en veillant à ce que le souci d'égalité entre les sexes imprègne toutes leurs politiques et programmes. Ainsi, tous les Etats africains devaient non seulement élaborer des Plans d'action nationaux, mais devaient également mettre en place les structures adéquates pour conduire l'exécution de ces Plans d'action.

Mandat a été donné à la Commission économique pour l'Afrique à travers son Centre africain pour la Femme de suivre et d'appuyer la mise en œuvre de ces engagements et d'en rendre compte au Secrétariat des Nations-Unies.

La tenue de la présente conférence africaine organisée sous les auspices du Comité Femmes et Développement, organe statutaire subsidiaire de la CEA fait donc partie intégrante des mécanismes régionaux et internationaux mis en place par le Secrétariat des Nations-Unies pour évaluer la mise en œuvre du programme d'action de Beijing, dont la première étape mondiale (Beijing +5) aura lieu en juin 2000 à l'occasion d'une Session Spéciale de l'Assemblée générale des Nations-Unies.

A cet égard, tous les Etats membres des Nations-Unies devaient préparer leurs rapports nationaux d'évaluation et les faire parvenir à la Division pour la promotion des femmes le 30 avril 1999. Pour ce qui concerne les Etats africains, copie de ces rapports devaient être envoyée à la Commission économique pour l'Afrique au plus tard le 31 juillet 1999 en vue de la préparation des présentes assises.

Le Centre africain pour la femme avait la responsabilité de faire la synthèse des rapports nationaux d'évaluation afin de nous donner une vision globale des efforts consentis par les gouvernements avec l'appui de leurs partenaires internes et externes, des changements positifs enregistrés dans la situation des femmes africaines grâce à ces efforts, des contraintes de tout ordre qui ont limité l'impact de ces efforts, des nouvelles préoccupations et des nouvelles intentions pour la prochaine étape.

1- Résumé de la Synthèse des rapports nationaux d'évaluation de la mise en œuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing

1-1 De l'exécution des Plans d'action nationaux

Le Centre africain pour la femme a reçu au total 43 rapports nationaux dont 34 s'appuient sur l'exécution de plans d'action nationaux: cela signifie qu'environ 64,15% des Etats ont souscrit aux Directives de Beijing.

Sur les 34 pays concernés, 20 pays ont confié la responsabilité de l'exécution de la formulation et de l'exécution du plan d'action à un ministère chargé de la promotion des femmes, 5 pays l'ont confié à un ministère chargé des affaires sociales, de la promotion de la famille, de la santé, etc. ou à une "division technique", 3 autres l'ont confié à un Bureau

charge de la promotion des femmes, 4 pays l'ont confié à une structure appelée "Comité", "Commission" ou "Conseil. Les autres pays se réfèrent à des programmes nationaux qui dérivent du document d'orientation de la politique nationale de promotion de la femme.

1-2 Des ressources allouées à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux

Les Etats ont mobilisés des ressources à partir de trois sources différentes: le budget national, la coopération internationale et la mise en place de fonds spécifiques.

a) La contribution du budget national

Pour beaucoup de pays, le pourcentage du budget national alloué au financement des activités de promotion des femmes n'est guère connu; toutefois, l'on peut noter que le Ghana, a affecté pour la période allant de 1999 à 2001, 299 millions de cedis (106.785,71 dollars) au mécanisme national chargé de la promotion des femmes. Au Botswana ce volet reçoit 1% du budget national. En Tunisie le quota accordé au Ministère des Affaires de la Femme et de la Famille a connu une augmentation de 60% en 1999. Au Swaziland, le montant du budget alloué au programme genre et développement est en hausse de 200%, en Côte d'Ivoire la hausse est de 70,25% et au Cameroun la hausse est de 233%. Mais comparés aux budgets nationaux, les montants alloués demeurent très faibles.

La Tunisie a obtenu de la Hollande et de la Suède, le recyclage de la dette en faveur de projets de promotion de la femme.

b) Les ressources issues de la coopération bilatérale et multilatérale

La promotion de l'égalité des sexes a bénéficié de fonds provenant de multiples sources extérieures:

- Au plan bilatéral les pays suivants ont été cités dans les rapports nationaux: il s'agit de la Hollande, du Danemark, de la France, du Japon, des Etats-Unis, du Canada, de la Suède, d'Allemagne, du Luxembourg, de la Norvège et de la Grande Bretagne.
- Au plan multilatéral, les agences ci-après ont été citées: UNICEF, IPPF, FIDA, BAD, PNUD, UNESCO, FNUAP, FAO, PAM, ECOFAC, ACCT, UNIFEM, ONUDI, OMS, FED, BIT, FENU, BANQUE MONDIALE, ESCWA etc.
- Des ONG nationales et internationales y compris des confessions religieuses ont également soutenu les Etats: il s'agit de SOCODEVI (CANADA), CARE INTERNATIONAL, COLOMBE, CHAMPAGNE ARDENNE, FUCEC, ETC

Ces appuis se font à travers des projets de promotion d'activités génératrices de revenus, des programmes de lutte contre l'analphabétisme, des actions de scolarisation des filles, de formation des femmes, des programmes en matière de santé sexuelle et de reproduction etc.

Les financements extérieurs représente la proportion la plus importante des ressources allouées à la promotion des femmes dans les différents Etats.

c) Les fonds spécifiques

Ils jouent un rôle important dans le financement de projets concrets en faveur des femmes; on peut citer le Fonds National de Solidarité en Tunisie et l’Africa Women’s Bank au Ghana.

1-3 Des domaines prioritaire choisis par les Etats pour orienter leurs Plans d’action nationaux

La lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé ont été inscrites comme domaines prioritaires dans les plans d’action de 40 pays sur les 43 qui ont envoyé leurs rapports à la CEA.

L’éducation fait partie des priorités choisies par 32 pays, la promotion des droits fondamentaux des femmes se retrouve dans les priorités de 27 pays, l’implication des femmes dans la prise de décision est inscrite sur la liste des priorités de 24 pays, l’éradication des violences à l’égard des femmes est une priorité pour 22 pays, la petite fille est inscrite dans les domaines prioritaires de 19 pays, 18 pays ont inscrit l’environnement comme priorité, 18 autres pays ont choisi de promouvoir les mécanismes institutionnels; les femmes et les media constitue un domaine prioritaire pour 17 pays, la promotion économique est inscrite dans les priorités de 16 pays et 13 ont inclus les femmes et les conflits armés sur leur liste de priorités.

Les quatre domaines prioritaires qui se retrouvent dans la majorité des plans d’action nationaux sont donc la lutte contre la pauvreté, la promotion de la santé, l’éducation et les droits fondamentaux des femmes.

a) En ce qui concerne la pauvreté, des politiques, des programmes et des plans de lutte contre la pauvreté ont été adoptés par le Maroc, le Cameroun, l’Ethiopie, le Burkina Faso, l’Ouganda, le Kenya, la Zambie, la Guinée. De multiples initiatives ont été prises pour lutter contre la pauvreté des femmes notamment les activités de renforcement des compétences des femmes dans plusieurs domaines, la révision des lois et pratiques administratives pour assurer aux femmes une égalité de droit et d’accès aux ressources économiques, la mise en place de services sociaux d’appui à l’emploi des femmes (comme par exemple les 150 garderies au Sénégal) etc. Les actions les plus marquantes sont relatives à la promotion de l’accès des femmes au crédit: par exemple, le dispositif de crédit au Maroc, les caisses villageoises au Niger, le fonds “femme et développement” en Côte d’Ivoire, Eritrean Community Development Fund, The Revolving Funds en Ouganda, le Fonds d’accès des femmes aux activités rémunératrices (FAARF) au Burkina Faso. Des Etats ont affecté des ressources conséquentes aux programmes de lutte contre la pauvreté, on peut citer l’Algérie avec 14 millions dinarwas (\$ 212,186), le Nigeria avec Naira 32 million (\$ 331,842).

b) En ce qui concerne la santé, les actions visent la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile, la lutte contre les mutilations génitales féminines et autres pratiques néfastes à la santé de la mère et de la petite fille, la lutte contre le SIDA, l’accès aux soins de santé primaire, la santé sexuelle et la santé de la reproduction, la planification familiale, la formation du personnel hospitalier

c) En ce qui concerne l’éducation, les Etats ont consenti des efforts louables; les pays ont associé l’éducation de la fille et de la femme, c’est ainsi que parallèlement à la promotion de la scolarisation des filles sont promus des programmes d’alphabétisation des femmes. Au

Ghana, en Ouganda, et aux Seychelles, des programmes d'éducation de base obligatoires ont été instruits pour assurer une égalité d'accès des filles et des garçons à l'éducation; en Ethiopie, un programme visant à accroître le nombre des filles au primaire a été lancé depuis 1997, pour les nomades le Kenya a mis en place des écoles mobiles. Pour appuyer les filles pauvres, des bourses d'études sont octroyées au Mali et en Zambie etc. Pour lutter contre l'analphabétisme des femmes, des centres d'alphabétisation et d'éducation non formel ont été installés dans les pays avec des programmes spécifiques comme en Angola et au Mali.

d) En ce qui concerne la promotion des droits fondamentaux des femmes, les Etats ont procédé à des révisions des textes juridiques, à des réformes constitutionnelles, et législatives, ils ont mis en place des institutions comme la coalition pour la protection des droits de la femme et le Parlement des enfants au Burkina Faso et au Tchad, les commissions des droits humains au Burundi. Le Sénégal a réfectionné la prison centrale, la Guinée a favorisé l'installation de centres juridiques pour les femmes. Des associations des femmes juristes ont vu le jour dans beaucoup de pays

1-4 Des progrès accomplis

Une période de cinq ans est relativement court pour réaliser des progrès durables et irréversibles dans la vie d'une société quelqu'elle soit. Les plus grandes avancées qui marquent toute civilisation humaine se construisent sur une génération à partir de changements structurels qui s'accompagnent d'une évolution des mentalités. C'est pourquoi il est difficile d'évaluer de manière juste et de se satisfaire pleinement des progrès enregistrés ça et là depuis la Conférence mondiale de Beijing.

Néanmoins, les acquis qui ont été signalés dans les rapports nationaux doivent être salués et doivent constituer les prémices d'une ère d'espérance qui sera caractérisée par des transformations radicales en faveur de l'égalité des sexes.

Nous devons nous féliciter de la participation de plus en plus évidente des femmes dans les postes de responsabilité et de décision: aux Seychelles, en Afrique du Sud et au Mozambique les femmes représentent 27% des membres du parlement. Au Mali 6 femmes occupent des fonctions ministérielles, en Gambie et en Ouganda, le poste de Vice-Président de la République est occupé par une femme. De plus en plus les femmes occupent des postes ministériels jusque-là réservés aux hommes, à savoir, l'Intérieur, l'Industrie et le Commerce, la Recherche Scientifique, la Culture, les Affaires étrangères, l'Environnement.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'accès des femmes au crédit a été spectaculaire dans bon nombre de pays.

En Ouganda, le nombre de filles inscrites à l'école primaire a doublé en 3 ans (1995 à 1998).

Les mutilations génitales féminines sont condamnées par la loi au Ghana, au Kenya, en RCA, au Burkina Faso. De nombreux pays ont adopté des Codes de la famille qui consacrent le droit des femmes à l'héritage, à la garde des enfants en cas de divorce, à la responsabilité dans la gestion de la vie familiale.

1-5 Des contraintes

Les contraintes qui ont limité la mise en œuvre des plans d'action nationaux sont de plusieurs ordres: l'insuffisance des ressources humaines, techniques et financières affectées aux structures nationales chargées de la promotion des femmes, des pratiques et des croyances négatives vis-à-vis des femmes, la résistance de la société à l'égard du concept même d'égalité entre hommes et femmes, l'absence de personnel formé à l'analyse des questions relatives au genre, le peu d'engagement manifesté par certains acteurs nationaux, les conflits et les troubles sociaux, le faible statut accordé aux structures chargées de la promotion des femmes et la mobilité des responsables de ces structures, les difficultés de coordination de l'action des différents acteurs, l'existence d'une multitude de plans d'action sectoriels et la non harmonisation de ces plans avec le plan d'action national pour la promotion de la femme, l'insuffisance de données désagrégées par sexe, les politiques d'ajustement structurel dont l'impact est dévastateur au niveau des groupes sociaux à faible revenu notamment les femmes, la non application des textes législatifs et réglementaires, l'inexistence ou la faiblesse des structures chargées du suivi et de l'évaluation, la forte dépendance des plans d'action nationaux à l'égard des financements extérieurs.

1.6 Les Recommandations des Etats

Les Etats reconnaissent qu'il reste encore beaucoup à faire, et qu'ils se sentent encouragés à poursuivre les efforts déjà entamés. Pour permettre une meilleure exécution des plans d'action nationaux, les gouvernements reconnaissent qu'il est impérieux de définir de manière précise le cadre d'intervention des structures chargées de la promotion des femmes ainsi que leur mandat. Ils exigent que des moyens humains et financiers adéquats leur soient alloués et qu'il soit mis en place un système de financement durable des projets et des programmes.

L'approche genre doit être intégrée dans la planification nationale au niveau des politiques, des projets et programmes ainsi que dans les allocations budgétaires .

Les Etats préconisent également l'application des textes, le suivi et l'évaluation des projets et des programmes inscrits au Plan d'action national, la formation du personnel à l'analyse basée sur l'approche genre.

Pour permettre une meilleure gestion des ressources, les gouvernements reconnaissent la nécessité d'améliorer la communication entre les différents partenaires et l'harmonisation des interventions auprès de la population. Ils reconnaissent la nécessité d'impliquer les ONG dans la conception et l'exécution du Plan d'action national à l'exemple de certains Etats qui l'ont fait avec succès.

Il est impérieux que l'ensemble des Etats ratifient tous les instruments juridiques internationaux relatifs à la femme et qu'ils soient repris dans les législations nationales;

Les Etats insistent par ailleurs sur l'urgence de renforcer les compétences des femmes leaders et responsables de structures chargées de la promotion des femmes et promouvoir la mise en application des quotas conseillée par les Nations-Unies en ce qui concerne la représentation des femmes dans les postes de décision.

1.7 Les Nouvelles Préoccupations

Il ressort des rapports que certaines préoccupations doivent être intégrées avec plus d'intensité dans les actions à mener par les gouvernements, il s'agit notamment de la lutte contre la pandémie du SIDA, du renforcement de la solidarité régionale et sous-régionale, de la reconstruction et de la réhabilitation des pays ayant connu des conflits armés et enfin de la réduction des dépenses militaires en faveur d'une compensation des effets sociaux des programmes d'ajustement structurel.

Le document de Synthèse des Rapports nationaux a été remis à chaque participant: sa lecture permettra à chacun d'apprécier les efforts consentis par les gouvernements et les résultats accomplis dans chacun des douze domaines prioritaires de la Plateforme d'Action de Dakar combinée à celle de Beijing.

L'examen minutieux du Document de Synthèse permettra à chaque délégation de se préparer à participer aux Ateliers d'évaluation thématique qui se dérouleront pendant les deux prochains jours.